

Michel DESCHAMPS

***Entretien avec l'Institut de Recherche de la F.S.U.
Sur la période Allègre
(Texte écrit avant entretien)***

L'analyse des conduites des acteurs d'alors n'est pas séparable du contexte et implique donc un certain bilan de la période.

Nous sommes avec les 32 mois de la geste ministérielle de C. Allègre, dans les années 97/2000. Moins de 15 ans nous en séparent ce qui me semble peu pour bénéficier d'un recul suffisant et pour resituer cet épisode dans le temps long de l'histoire du système éducatif.

Monique Vuillat, dans l'ouvrage qu'elle a consacré à son expérience militante, avait choisi de titrer le chapitre Allègre ainsi : « Que de bruit pour si peu ! ».

Je ne suis pas loin de partager cette appréciation, surtout si on s'en tient aux mesures effectives, législatives ou réglementaires, signées par C. Allègre.

Deux éléments supplémentaires me semblent compliquer la tentative du bilan :

- D'abord ce que j'appellerai le « tempo de la période ».

Yann Forestier a placé l'étude qu'il a consacrée au « bilan des années Allègre » sous une citation du ministre lui-même particulièrement significative : « *Remettre l'éducation à la Une des journaux* ».

Y. Forestier y voit une volonté de favoriser la réappropriation du débat scolaire par la Société. Je m'éloigne par contre de cette interprétation. C. Allègre joue l'opinion, pas la Société. Mais la citation marque bien la rupture avec la temporalité traditionnelle des politiques scolaires, longue, prévisible, endogène, essentiellement marquée par le temps des réformes. Ce que fait d'abord C. Allègre c'est inscrire les questions scolaires dans « l'Actualité » immédiate, celle des médias et de l'opinion, en mettant au centre du débat public moins les projets de réformes et les mesures concrètes que les déclarations ministérielles. On passe donc du temps long et prévisible de la gestion bureaucratique des questions scolaires au temps court et heurté de la fabrique de l'opinion médiatique. La chronologie pertinente de la période ne se développe plus en mois et en années mais en jours et quelquefois en heures. Cela oblige à une chronologie serrée, notamment dans la période de déclenchement du conflit (le dernier trimestre 97), sauf à prendre le risque d'incompréhension des réactions des différents acteurs.

- La seconde difficulté tient à ce que j'appelle la « double héroïsation rétrospective », celle les deux relectures que la période a suscitées à peine la fin des évènements.

On pourrait schématiser la période de la façon suivante :

D'un côté, un ministre doté d'une grille de lecture, partielle et partielle, des difficultés du système éducatif français (imputées pour l'essentiel au blocage des syndicats), faisant preuve d'une rare brutalité dans l'expression de ses conceptions, et plutôt inconstant dans l'exécution de sa ligne d'orientation... au point d'être finalement abandonné par ceux-là même qui avaient commencé à se réjouir de la croisade « allégrienne ».

En face de ce ministre, un syndicat persuadé, à tort ou à raison, que c'est son existence même qui était en jeu, poussé à une résistance frontale jusqu'au bout, prêt à sacrifier aux exigences de ce combat toutes autres considérations... au point d'être bientôt dépassé par la partie la plus conservatrice de la profession, enrôlé pour les besoins du rapport de force.

Je ne prétends pas que cette présentation de l'affrontement binaire de la période est la seule possible. Elle est une des possibles.

La double réécriture tend à proposer, d'un côté la figure d'un ministre courageux, réformateur et sacrifié sur l'autel du conservatisme enseignant, opposé à toute réforme ; de l'autre côté, la figure d'un syndicat héroïque, confronté à la première entreprise « néo-libérale » de casse d'un système éducatif et résistant à peu près seul contre tous.

La première réécriture est celle de C. Allègre lui-même (notamment dans les interviews nombreuses qu'il donnera dès son départ forcé). On trouvera des éléments de la seconde dans la littérature protestataire.

Cette double « héroïsation rétrospective » me semble très loin des réalités de l'époque et en brouille l'approche.

A l'été 1997, le fait majeur est le retour de la gauche au pouvoir et la nomination de L. Jospin comme Premier ministre (plus que la nomination de C. Allègre et de S. Royal). Cet événement politique, inattendu, suscite un préjugé plutôt favorable dans un monde enseignant qui se reconnaît encore majoritairement dans la gauche politique et conserve un bon souvenir du (long) passage de L. Jospin au ministère de l'Éducation nationale.

Ce changement politique apparaît aussi en résonance, a priori, avec la volonté de transformation du système éducatif qui constitue, avec l'espoir d'un autre syndicalisme, un des marqueurs de la jeune F.S.U., ceux qui lui ont permis de s'imposer dans la rue et dans les urnes. Une F.S.U. qui peut d'ailleurs raisonnablement penser qu'elle a participé significativement au rapport de force socio-politique qui a abouti aux législatives de 97.

L'été 97 et la rentrée de septembre sont encore marqués par cet esprit d'ouverture, de confiance a priori et surtout une volonté de négociation portés par tous les syndicats nationaux de la F.S.U. et donc par la Fédération et son Secrétaire général.

En ce qui me concerne à l'été 97 je ne connais pas C. Allègre. Je ne l'ai jamais rencontré. Je trouve plutôt flatteur pour le système éducatif qu'on mette à sa tête un scientifique de renommée internationale mais sans plus. Il y a bien une mise en garde du S.N.E.S.U.P. qui l'a fréquenté et le dépeint comme un personnage peu recommandable mais cette mise en garde a eu peu d'écho au sein de la F.S.U.

Monique évoque dans son livre les souvenirs mitigés qu'elle a conservé d'échanges antérieurs à 97 mais je n'ai pas souvenir qu'elle ait participé à la mise en garde du S.N.E.S.U.P. Ce qui est à l'ordre du jour c'est de rencontrer au plus vite les nouveaux ministres et d'engager les négociations ; elles se déroulent d'ailleurs tout au long des trois années.

Pour autant, si le climat de l'été 97 est d'ouverture, nous ne sommes plus en 81. Le « préjugé favorable » est, pour le moins, nuancé par l'expérience des années 80, celle des limites d'une politique éducative social-démocrate. Pèse également le souvenir amer de l'attitude du parti socialiste avant et pendant l'entreprise scissionniste de la F.E.N., même si Jospin n'a pas semblé visiblement compromis et même si F. Mitterrand a fait preuve d'une (relative) promptitude à reconnaître la F.S.U. et à recevoir sa direction.

Enfin, et de façon plus indirecte, le sentiment de malaise suscité dans une grande partie de la F.S.U. par le mode de relation F. Bayrou-direction du S.N.E.S. renforce le souci d'indépendance vis-à-vis de quelque politique que ce soit.

Pour résumer, à l'été 97, la F.S.U. est plutôt bien disposée mais « attend de voir ».

Je m'arrête un instant sur l'entretien publié par Le monde le 2 septembre, puisque vous l'avez placé dans le dossier que vous m'avez remis. Il doit être apprécié dans le climat de l'été 97 et pas à la lumière de ce qui va suivre.

D'ailleurs et malgré toute l'estime que j'ai pour B. Gurrey le titre et le sous-titre de cet article sont manipulateurs.

Il ne s'agit pas d'une interview croisée mais d'entretiens recueillis séparément et accolés sous un même titre sans que nous n'en soyons prévenus (ni J.P. Roux ni moi).

Mes propos –qui, eux, ne sont pas déformés- ne confirment pas le titre donné et ne peuvent pas être considérés comme donnant un quelconque quitus au ministre. La seule « sortie » que je connais au moment de l'entretien et sur laquelle je suis interrogé concerne la volonté ministérielle de « dégraisser le mammoth ». Ma réponse : « c'est une ânerie » n'est pas exactement un « bon point » attribué au ministre.

Mais il est vrai que pendant toute cette période, l'expression publique de la F.S.U. était délicate. Il s'agissait de répondre à C. Allègre (au coup par coup) mais sans tomber dans le piège des provocations à répétition et surtout sans gommer ce que nous avons à dire d'essentiel à la Société sur notre conception de transformation du système éducatif. C'était un équilibre d'autant plus difficile que les médias ne s'intéressaient guère qu'à la polémique.

La première rencontre de la F.S.U. avec C. Allègre, relativement tardive, a été précédée d'une rencontre en tête-à-tête (à sa demande) et du Secrétaire général de la F.S.U. Je ne saurais la dater (août ?).

Dans mon souvenir, le ministre se dit prêt à débattre et à travailler avec la F.S.U. (je ne sais pas encore que c'est pour mieux refuser de débattre avec le S.N.E.S.). Il me livre quelques aperçus de ses conceptions éducatives. Il me fait part de sa volonté d'intégrer à ses réflexions au-delà de l'enseignement scolaire et universitaire traditionnels, l'ensemble de la formation professionnelle et de la formation continue des salariés. Il évoque son intention d'ouvrir la concertation aux forces vives et notamment aux confédérations ouvrières.

Toutes choses auxquelles je suis personnellement sensible mais qui n'auront aucune suite.

En ce début de septembre pas de divergences au sein de la F.S.U. entre ses syndicats nationaux : les outrances verbales de C. Allègre sont considérées comme inadmissibles mais elles ne peuvent pas détourner la F.S.U. et ses syndicats de leur responsabilité première : négocier, créer le rapport de force, obtenir des mesures significatives de transformation du système éducatif.

Mais il existe des différences de rythme, d'intensité, de culture. Les syndicats ne se sentent pas tous concernés par les premières agressions verbales (ciblées sur le S.N.E.S.) ; ils sont engagés dans des négociations séparées, plus ou moins avancées, pas forcément avec les mêmes interlocuteurs (S. Royal, Geismar, tel ou tel haut fonctionnaire), les enjeux sont distincts et pas forcément transmissibles. Ainsi le caractère central que le S.N.E.S. donne à la question de la déconcentration du mouvement est peu compris.

Faut-il faire un sort au sentiment « anti-S.N.E.S. » ? Il joue un rôle certain dans l'appréciation des déclarations du ministre clairement chez les hauts fonctionnaires qui soutiennent C. Allègre, dans les médias, chez les décideurs et les élites dans une partie du syndicalisme enseignant et de la communauté éducative.

Au sein de la F.S.U. ? De mon point de vue, peu et brièvement. Même ceux qui auraient pu se réjouir, dans une logique de rapport de force interne à la F.S.U., de voir le S.N.E.S. potentiellement affaibli par les attaques du ministre, même ceux qui estimaient qu'il n'était pas abusif de pointer le « conservatisme » du S.N.E.S. ne peuvent pas pour autant se départir d'un minimum de réalisme devant les évidences : affaiblir le S.N.E.S., première force syndicale de la F.S.U. (et premier contributeur financier !), c'est affaiblir la F.S.U. toute entière.

J'ajoute que C. Allègre ne s'en prend pas seulement au S.N.E.S. comme collectif mais cible ostensiblement sa Secrétaire générale et dans des termes qui transpirent un machisme satisfait. Les militantes et la sensibilité féministe, très active au sein de la F.S.U., vont jouer un rôle important dans la prise de conscience collective du caractère non pas anecdotique ou conjoncturel mais fondamental des attaques du ministre.

C'est ce qui va me permettre, en ouvrant le premier Congrès de la F.S.U. qui va suivre l'arrivée de C. Allègre, d'affirmer solennellement le soutien total de la F.S.U. à Monique et de la faire acclamer par tout le congrès debout.

Mais il est évident que le ministre a aidé à cette prise de conscience collective en étendant très vite ses attaques non plus à la seule direction du S.N.E.S. mais à tout le second degré, puis à tous les syndicats avec des formes d'expression ressenties comme englobant en fait l'ensemble des enseignants, qu'il l'ait ou non voulu. Il est clair que le syndicalisme enseignant apparaît aux yeux de C. Allègre comme le principal obstacle aux réformes nécessaires du système éducatif. C'est

contre les enseignants et, en tout cas, sans eux qu'il faut conduire l'action ministérielle. Jamais, je crois, un ministre n'avait exprimé aussi crûment une telle analyse (ce qui, s'agissant d'un ministre de gauche a provoqué une sorte de sidération avant même la colère).

En le faisant, C. Allègre a l'assurance de lever un tabou. Il rejoint en fait la droite antisyndicale et peut-être une partie de la gauche socialiste restée foncièrement pro-F.E.N.

L'attitude du P.S. pendant toute cette période a évolué. J'ai le souvenir d'un colloque organisé par ce parti dans lequel j'étais invité à intervenir (juste après A. Touraine) devant un public de cadres socialistes et où j'ai eu droit à un accueil parfaitement hostile (chahut et sifflets) simplement parce que j'avais rappelé deux idées simples et, qui auraient dû, au moins à gauche, faire consensus :

- *On ne fera pas la « réforme » du système éducatif sans les enseignants ;*
- *Qu'on le veuille ou non, les enseignants sont porteurs de propositions, issues de leur expérience professionnelle directe, dont toute réforme devra tenir compte.*

En fait, j'étais alors persuadé que C. Allègre disait tout haut ce que pensait tout bas une bonne partie des cadres socialistes.

Ne serait-ce que parce que le sentiment pro-F.E.N., construit tout au long de décennies de compagnonnage et de services croisés, restait très ancré. En s'en prenant violemment au S.N.E.S., centre stratégique de la résistance à l'entreprise scissionniste de la F.E.N. puis cofondateur et pilier de la nouvelle F.S.U., C. Allègre refaisait en quelque match de la scission, tourné à l'avantage de la F.S.U. C'était alors mon interprétation mais je dois dire que C. Allègre s'en défendait totalement. J'avais, au détour d'un tête-à-tête, apostrophé le ministre en lui disant qu'on ne pouvait, à la fois, ambitionner d'être le nouveau Jules Ferry et vouloir venger Le Néouannic.

Il m'avait immédiatement arrêté avec une vivacité qui m'avait surpris : « Mais je m'en fous de Le Néouannic ! ».

C. Allègre, en fait, ne considérait pas comme un obstacle seulement une fraction du syndicalisme enseignant mais en réalité sa totalité et a donné très vite l'impression de mépriser l'ensemble de la profession, un mépris en tout cas ressenti (plus qu'analysé) sur le terrain et commenté avec une indignation croissante dans toutes les salles de profs... et ce bien avant que les syndicats hors F.S.U. (U.N.S.A., S.G.E.N., S.N.A.L.C....), cela doit être vrai d'une partie des organisations de parents d'élèves - ne se rendent compte que ce qui affaiblissait le S.N.E.S. et la F.S.U. n'entraînait pas pour autant une revalorisation de leurs positions et un renforcement de leur rôle. La montée de l'indignation et de la colère du monde enseignant a provoqué la (lente) prise de conscience de la direction du parti socialiste, de plus en plus inquiète des répercussions politiques (et très) concrètement électorales du conflit ouvert qui s'aggravait chaque jour entre le ministre socialiste de l'éducation et la majorité croissante de enseignants.

C'est à ce moment que F. Hollande, alors premier secrétaire du parti socialiste, a souhaité me rencontrer en tête-à-tête. Dans mon souvenir il y a eu deux rencontres, une première dans laquelle nous étions seuls F. Hollande et moi ; une seconde à laquelle participait, avec mon accord, C. Allègre. Nous nous étions mis d'accord pour ne pas rendre publiques ces rencontres. C'était la condition de leur efficacité. Au sein de la F.S.U. seul le secrétariat était informé. Mon mandat était clair : peser pour obtenir un mode de relation normale entre le ministère et les syndicats, comme il en existait dans tous les autres secteurs où était représentée la F.S.U., afin d'ouvrir un cycle de discussions. Cela passait par la levée des interdictions de négociation qui pesaient sur le S.N.E.S. et la cessation immédiate des attaques contre Monique.

J'avais trouvé F. Hollande très conscient et très inquiet des conséquences politiques prévisibles de la situation mais en même temps contraint par le « statut protégé » de C. Allègre, toujours « ami intime » du Premier ministre.

Mais la responsabilité première du ministre était bien au cœur de ce premier entretien et nous nous étions aisément mis d'accord sur des propositions susceptibles de lever le blocage et notamment pour créer les conditions d'une rencontre « apaisée » entre le ministre et Monique. Quant à Allègre il m'était apparu sans doute désireux de donner des gages à ceux de plus en plus nombreux, y compris dans son propre camp, qui à défaut de le critiquer sur le fond émettaient des réserves sur la méthode, mais toujours aussi incapable de tenir une même ligne de conduite dans la durée. Il manifestait toujours la même aversion obsessionnelle envers Monique.

La rencontre Monique-Allègre a eu lieu. Les interdits de négociation ont été levés. Et des contacts suivis ont été noués entre le ministre et la Secrétaire générale du S.N.E.S. Je ne me faisais pourtant aucune illusion sur la solidité de cette construction.

Je continuais à ne pas comprendre la logique qui avait conduit un ministre à désigner ouvertement les syndicats comme adversaires et de s'en prendre à l'ensemble des enseignants. Certes tous les ministres de l'Éducation ont eu maille à partie, à un moment ou à un autre, avec une fracture plus ou moins grande de la profession.

Mais c'était une résultante d'une réforme mal accueillie, mal comprise, mal engagée. C. Allègre semblait avoir choisi de faire de cet affrontement même un objectif recherché.

J'ai rappelé quelques-unes des explications qui couraient à l'époque : personnalité et comportement du ministre ; désir de venger la F.E.N. ; conception de la Réforme excluant toute possibilité de concertation avec les représentants du personnel... (mais les autres ministres du gouvernement Jospin y compris S. Royal négociaient sans pour autant trahir apparemment la ligne gouvernementale).

Ma réflexion d'aujourd'hui me conduit à pousser plus loin l'analyse politique.

Depuis le début des années 90 la social-démocratie se sent de plus en plus impuissante devant des évolutions économiques aux logiques mondialistes qui lui échappent à peu près totalement. Dans le même temps, elle se voit affaiblie par la prise de distance de forces sociales qui l'ont accompagnée jusqu'ici (même si dans des conditions très différentes du travaillisme anglo-saxon). Le monde lui échappe. D'où une volonté de « reprendre les choses en main », d'affirmer un volontarisme politique retrouvé, notamment dans les domaines où il semble le plus aisément possible d'imposer une « politique de l'offre » d'État, avant l'heure. Pas encore dans le domaine économique, comme le tentera plus tard F. Hollande, mais dans celui de la gestion régaliennne.

C'est à mes yeux le sens politique profond de la déclaration de C. Allègre arrivant au Pouvoir : « La cogestion, c'est fini ! ».

Il s'agit donc d'affirmer la place retrouvée d'un État fort, la prédominance du politique, le leadership des élus... en ne concédant plus à la concertation, à la négociation, au syndicalisme qu'un rôle second. Au ministre, seul, l'orientation ; à la concertation avec les syndicats, l'exécution. C. Allègre a explicitement développé cette conception. La rupture spectaculaire avec le S.N.E.S., dans la mise en scène allégrienne, vaut moins en soi parce qu'elle rend visible aux yeux de tous cette rupture de la pratique politique.

Dans sa brutalité d'exécution, en confondant volontarisme et autoritarisme, C. Allègre a irrité les oreilles sensibles de la social-démocratie mais la partition : ce retour du politique (toujours identifié, en France, au retour de l'État) est favorablement accueilli. (Ce qui fait qu'aujourd'hui encore C. Allègre, au parti socialiste mais pas seulement, est souvent plus critiqué que la forme que sur le fond).

Cette interprétation donne aussi une réponse à la question de l'isolement de C. Allègre. Y. Forestier, que j'ai déjà cité, constatant le relatif consensus qui entourait les propositions Meirieu sur le lycée, consensus évident au colloque de Lyon, s'étonnait qu'Allègre n'en n'ait rien fait, qu'il ait abandonné la quasi-totalité des propositions de Meirieu, qu'il n'ait pas cherché à s'appuyer sur les forces sociales les plus réceptives : F.C.P.E., S.G.E.N., U.N.S.A.... qu'il n'ait pas joué les « rénovateurs » contre les « conservateurs ». Y. Forestier attribue cette attitude, incompréhensible dans une logique de rapport de force et de recherche d'alliance, à l'inconstance de C. Allègre.

Je l'attribue bien plutôt à la conception qu'a C. Allègre de son rôle, de la responsabilité de la puissance publique, et, plus encore, du projet de survie social-démocrate dans un environnement néo-libéral hostile. De ce point de vue rien de plus erroné, à mes yeux, que d'identifier cette attitude nouvelle de la social-démocratie au néo-libéralisme.

La « politique de l'offre » -dont je fais remonter l'origine à Jospin, dans le cadre national du moins- n'est pas, au moins dans ses fondements (dans sa mise en œuvre et ses résultats, c'est une autre affaire), acceptation du néo-libéralisme mais l'ultime protestation social-démocrate devant son avènement. Sauf qu'il ne peut y avoir de véritable retour du politique et de l'État, dans les conditions actuelles, sans en appeler à un mouvement populaire fort. C. Allègre par conviction et par tempérament joue l'opinion mais est totalement étranger à toute démarche ou disposition qui renforcerait les possibilités d'intervention populaire (ici sur les questions scolaires).

Je voudrais ajouter un élément, second par rapport au précédent, et dont j'ai bien conscience qu'il heurte (comme le précédent) nos représentations dominantes.

C. Allègre est d'autant moins enclin à rechercher l'appui des « rénovateurs » qu'il est à mille lieues du pédagogisme et étranger en fait aux préoccupations pédagogiques. Rien n'est plus loin de ses convictions qu'un « lycée light » sacrifiant les contenus. C. Allègre a une représentation parfaitement académique de l'enseignement. Il porte une conception fortement élitiste du mérite scolaire. Il ne se sent en fait, aucune affinité avec les « pédagogos », dénoncés par Finkelkraut. C. Allègre reproche à Monique non pas un éventuel conservatisme pédagogique mais de n'être pas agrégée !

Sur ce dernier aspect, ma conviction est faite dès cette période. Elle me renforce dans l'orientation que je défends alors au sein de la F.S.U. : il faut combattre C. Allègre sur le terrain même de la transformation du système éducatif, sur le rejet de l'opposition entre les contenus et les méthodes, sur l'élévation de la professionnalité enseignante, sur le renforcement des liens entre les professionnels de l'enseignement et les usagers, sur l'implication des citoyens dans la résolution des questions scolaires, tous points sur lesquels, j'en suis alors convaincu, Allègre ne pourra pas nous suivre.

Or, il y a un débat, au sein de la direction de la F.S.U. Un débat sérieux, digne, légitime mais lourd. Ce débat nous avons choisi de ne pas le rendre public, à tort ou à raison, pour ne pas affaiblir notre position dans le conflit alors en cours.

Il faut bien voir l'objet de ce débat. Contrairement à certaines interprétations actuelles, le débat au sein de la Fédération n'a pas séparé ceux qui, abusés, croyaient en C. Allègre ou s'en accommodait et ceux qui, lucides, le combattaient. Les textes votés, la chronologie des actions démentent cette vision. Le débat, plus complexe au fond, portait sur la meilleure manière de combattre C. Allègre. Fallait-il sacrifier aux exigences et à l'urgence du combat frontal, faire feu de tout bois, se résigner à des rassemblements avec des forces conservatrices, voire réactionnaires, en contradiction avec tout le chemin frayé par la F.S.U. depuis sa création ? Ou fallait-il se battre sur le terrain non pas de la conservation mais de la transformation de l'École, en s'appuyant sur l'aspiration de l'opinion à une telle transformation (attestée par les résultats de l'Éduscope mis en place par la F.S.U.) ?

La première stratégie était, sans doute, la plus à même de remporter une victoire rapide mais ce serait -c'était ma conviction de l'époque- une victoire à la Pyrrhus. L'alliance avec le S.N.A.L.C., avec les lobbies des classes préparatoires, avec la société des agrégés... permettrait certes de « faire le plein » mais, dans le même temps, viderait la protestation enseignante de sa dimension la plus porteuse de sens. « L'union sacrée » permettrait de nous « débarrasser d'Allègre » mais d'une certaine manière, risquait de lui donner raison sur le fond, en accréditant sa thèse aux yeux de l'Opinion, du conservatisme enseignant, de son hostilité à toute réforme et du suivisme syndical... et cela pour des décennies sans doute.

Je voudrais maintenant conclure en évoquant les véritables circonstances et raisons de ma démission.

Fin 98 ou au tout début de 99, j'ai fait la proposition de rédaction d'une Tribune à paraître dans le quotidien LE MONDE, sur la base des orientations que j'ai évoquées plus haut et en plaçant notre opposition à C. Allègre sur le terrain du fond : celle de la transformation du système éducatif. Nous avons décidé d'une relecture collective de mon projet de texte, normale puisqu'il s'agirait d'un texte-manifeste, aspirant à être rendu public dans une période particulièrement délicate. Les séances de relecture ne se sont pas bien passées. Après une approbation globale et partagée -je ne m'étais pas écarté des mandats de la F.S.U.- les représentants du S.N.E.S. ont demandé la suppression de toute une série de formulation, pour l'essentiel non pas parce qu'elles auraient été contraires aux mandats du S.N.E.S. mais parce qu'elles risquaient de heurter les nouveaux partenaires, S.N.A.L.C. et Cie. A la fin de l'opération, il subsistait dans mon texte ainsi réécrit plus de parties biffées que de parties sauvegardées. J'ai pris alors la décision de le retirer, pas seulement parce qu'ainsi corrigé il ne présentait plus aucun intérêt mais surtout parce qu'il confirmait (à mes yeux) le risque d'alignement de la protestation enseignante sur les conceptions de la partie la plus conservatrice de la profession. Pour cette dernière raison, à mes yeux fondamentale, je ne me voyais plus continuer à conduire la F.S.U. avec une orientation que je désapprouvais. J'ai donc décidé de présenter ma démission et en ai aussitôt informé Daniel Lebret et Monique. Il était évidemment impossible d'en rendre publiques les raisons. J'ai donc d'abord envisagé d'invoquer des raisons personnelles voire des raisons de santé. Mais il se trouve que Robert Hue m'avait appelé, plusieurs mois auparavant, pour me faire part de son intention de mettre en place une liste pour les élections européennes regroupant dans une double parité homme-femme, membre du P.C.F. et non membre et à laquelle il me proposait de participer. J'étais en parfaite harmonie avec une telle démarche mais avais alors considéré ne pas pouvoir répondre favorablement compte-tenu de mon mandat syndical en cours. Il se trouve que dans les heures qui ont suivi ma décision de démission, des mois plus tard donc, R. Hue qui bouclait sa liste « Bouge l'Europe » m'a relancé. J'ai décidé d'accepter et c'est donc l'explication que j'ai donnée à ma décision d'écourter mon mandat (de quelques semaines en fait). Au cours de la conférence de presse qui a rendu publique mon départ, je m'en suis tenu à cette explication officielle. C'est ainsi que les choses se sont effectivement passées et je ne vois pas de raisons de les taire aujourd'hui, dans le cadre d'un travail historique. Ces données sont inséparables de leur contexte. La stratégie que je proposais (pas seul évidemment) ne garantissait pas une efficacité de court terme. Et le S.N.E.S. n'avait alors sans doute plus le choix. Monique Vuillat évoque dans son livre l'assemblée au cours de laquelle elle avait été accusée de « trahison ». Elle ne faisait pourtant que son travail de syndicaliste, cherchant à explorer les alternatives dans une situation totalement bloquée et préférant à la posture, les résultats. Mais le choix final opéré marque un frein et peut-être un coup d'arrêt dans l'évolution de la F.S.U. C. Allègre aura sans doute affaibli le syndicalisme enseignant plus qu'aucun de ses prédécesseurs. Triste exploit.

Paris, le 16 octobre 2014